



Réseau régional France 3 : La transition dans la confusion

LE CSE RÉSEAU : VICTIME COLLATÉRALE DU CORONAVIRUS

On savait déjà qu'une instance représentant toutes les régions de France 3 ne pourrait pas répondre à la diversité des situations et des problèmes rencontrés dans toutes nos antennes. Le SNJ avait d'ailleurs défendu jusqu'au bout l'idée de CSE par grandes régions.

On vient, pendant cette crise, d'avoir la démonstration navrante de son incapacité de gérer les situations urgentes qui lui sont remontées aussi bien dans l'exceptionnel que dans le quotidien.

La moindre interpellation, la moindre sollicitation des élus est reçue avec méfiance ou dédain, voire un excès d'autoritarisme par la direction du réseau régional. Entre des élus RP trop peu nombreux dans chaque antenne et un CSE central trop éloigné du terrain, les interventions des élus du CSE réseau devraient permettre de résoudre les problèmes concrets, mais ils ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs légitimes par la direction, avec lesquels elle accepterait d'amender, de modifier, ou d'assouplir certaines de ses décisions.

Exemples : rien sur l'encadrement du télétravail, rien sur un réaménagement des espaces de travail devenus inadaptés, rien sur les conditions de fabrication des journaux télévisés en mode toujours dégradé.

Autre exemple en date : le plan de reprise d'activité (PRA).

L'annonce gouvernementale de la date des élections aura donc suffi pour donner un brutal coup d'accélérateur au déconfinement de l'information régionale.

Ce plan de reprise d'activité a bien été accouché dans l'urgence. Ce qui n'était pas possible il y a quelques jours encore l'est donc devenu comme par magie ! Ce nouveau plan de secours autorise un nombre maximum de salariés plus élevé sur les différents sites et deux à trois équipes de reportage supplémentaires par antenne dans un premier temps. Mais sa mise en application ne va pas au-delà du 15 juin.

Et après ? Rien de plus pour l'instant !

La direction du réseau continue de brandir l'étendard de la précaution. Des débats électoraux sont pourtant programmés durant deux semaines. 15 éditions locales sur 20 sont amenées à rouvrir. Mais là s'arrête la présentation du dispositif.

De l'arrêt pur et simple durant 2 mois à une édition mutualisée grande région sur le thème des solidarités, les locales vont donc subir un nouveau confinement mais pour cause d'économies, celui-là sera sans lien direct avec un quelconque risque sanitaire !

Journaux hybrides, locales à l'état léthargique, élus laissés sans réponse, les salariés du réseau régional sont en droit d'attendre beaucoup plus de la part d'une direction qui bredouille un monde d'après qui ne soit pas, souhaitons-le... celui d'avant... en pire.

le 3 juin 2020

